

Le Front National, le capitalisme, la droite, la gauche

Kategorie: Rechtspopulismus

Beaucoup de ce qui est dit et écrit, sur les résultats de la droite extrême, relève, en fait, d'une banalisation et minimisation dangereuses. L'un des atouts du fascisme c'est, disait fin des années 30 Walter Benjamin, l'incompréhension que manifestent à son égard ses adversaires. Vestige du passé, phénomène éphémère ou encore ...autant d'approches alimentées par 'l'idéologie du progrès' fortement répandue à gauche qui finalement refusent de saisir la 'modernité' du fascisme enraciné profondément dans les contradictions du capitalisme, d'envisager que celui-ci puisse l'emporter dans les pays les plus développés : on connaît la suite.

Comprendre ce qui se passe avec la progression et l'installation des droites extrêmes et populistes en France, en Europe nécessite un véritable travail d'analyse permettant de situer ce phénomène dans le contexte du capitalisme contemporain, des évolutions à droite, à gauche. Ce vote est très souvent autre chose qu'un défouloir, il est à prendre au sérieux, comme acte politique, qui induit, qui souhaite des conséquences même si celles-ci ne sont pas forcément mesurées par leurs auteurs. L'antifascisme indigné cherche, certes, à réagir ce qui est nécessaire, mais ne peut permettre de construire une véritable contre-offensive. Il doit être rappelé que le nazisme n'a pas accédé au pouvoir par un coup d'Etat, mais par le vote et grâce à des alliances avec la droite classique et le grand patronat intéressés par un changement de régime, en raison d'objectifs d'accumulation, d'expansion et de domination, dans un processus de plusieurs années.

Le second tour des présidentielles n'efface pas le premier bien au contraire, il en prouve la gravité, y compris à travers les élans magnifiques de tous ces jeunes manifestants, de ce grand premier mai rassemblant des millions de personnes, disant leur refus de l'extrême droite, leurs colères. Ceux qui avaient trop vite pensé que le sursaut démocratique des présidentielles avait réglé la question ont du déchanter, les législatives ont remis le chantier à nu. Que six millions d'électeurs aient votés pour Le Pen, aient confirmés leur vote, au second tour, témoignant d'une progression et d'une implantation de ce vote, malheureusement sous estimée au nom d'analyses condescendantes est un terrible révélateur. Ce qui vient de se passer révèle des fractures profondes, qui travaillent la société depuis longtemps, dont la crise de la représentation et du "jeu politique " est une des manifestations, une des ondes de choc.

Nous pouvons effectivement parler de crise politique à condition d'entendre la politique comme source et expression de lien social, comme matrice de société englobant toutes les représentations et valeurs. Crise politique certes mais aussi crise sociale, crise sociétale, crise des institutions, crise en France, crise en Europe, crise planétaire sur fond de mondialisation et de fractures ségrégatives d'ampleurs nouvelles. Craignons que nos mauvaises habitudes, voir notre suffisance, ne limitent encore notre champ de réflexions à notre territoire, à notre hexagone. Serions-nous les seuls concernés par ce " séismes ", quid de ce qui se passe dans les autres pays d'Europe ? Nous aurions déjà oublié les séismes de la guerre en Europe centrale, du Rwanda, des nouvelles formes d'intégrismes, le 11 septembre ? Nous pourrions penser qu'il n'y a aucun lien entre tout cela, aucun apparemment possible? Gardons nous, en contrepoint, de penser que notre " exception française " nous préserverait de ces phénomènes, en limiterait les possibilités d'extension et les dynamiques fascisantes.

La crise est profonde, le peuple, du moins une large partie du peuple, nous a fait savoir, de diverses manières, qu'il n'en peut plus de ces politiques éloignées, de l'autisme, de la cécité du " politique " qui, fait aggravant, se permet de culpabiliser le peuple sans se mettre en cause. Qui dira l'effet de déclarations telles que celles faites par Jospin démissionnant devant Michelin (avant de démissionner de la politique !), disant l'impuissance du politique tandis que l'on rend les salariés, les familles, les migrants, les chômeurs, les jeunes coupables des maux de la société, du manque de civisme et de sens des responsabilités. Il est devenu insupportable d'entendre ces politiques qui parlent aux autres politiques, se racontent des histoires de partis politiques, piègent la politique, et dessaisissent le peuple ! Comme Rabelais l'écrit : " Si les signes vous fâchent, quand donc vous fâcheront les choses signifiées ? " En ce sens toutes les visions à courte vue, toutes les réponses trop rapides et toutes les certitudes arrogantes sur le recul de l'extrême droite sont à bannir. Dangereuses, elles sont insupportables.

Il faut refuser les analyses angéliques, rassurantes.

Tentons également de dégager un certain nombre de points communs dans l'espace de l'Union européenne. Après la 'vague rose', seulement 4 des 15 Etats sont encore gouvernés par la social-démocratie, dont deux où se tiendront des élections générales en 2002 (Allemagne, Suède). Ce n'est plus l'alternance avec la droite classique, mais partout un désengagement progressif du vote et souvent la montée de droites extrêmes de type populiste.

Entrés pour la plupart d'entre eux dans l'arène politique dans les années 80, c'est durant les années 90 que les partis populistes / droite extrême gagnent du terrain, après le Front national en France. Cette nouvelle réalité européenne interpelle. L'application d'une commune politique néolibérale dans le cadre de l'Union européenne et aux candidats à l'élargissement, dans un contexte de crise de sens de la construction européenne et d'échec des gouvernements à direction socialdémocrate, semble désormais générer l'installation de droites extrêmes présentant certes conformément aux différentes histoires nationales et régionales des spécificités, mais aussi des traits communs. Il y a débat pour savoir si l'on peut caractériser ces problèmes. Il ne faudrait pas parler de " fascisme " mais de " populismes " et insister sur les différences réelles entre les pays voir à l'intérieur de ceux ci. Pourtant Berlusconi peut gouverner avec la Ligue du Nord et avec l'Alliance Nationale ! Les oppositions réelles, sur fond de nationalismes et de régionalismes, entre ces formations, ne les rendent pas moins dangereux.

Si l'acte politique de protestation des 14 gouvernements de l'UE contre l'accession du FPÖ au gouvernement en Autriche avait comporté des éléments positifs, le manque de volonté de mener un grand débat public a gâché les potentiels d'une contre-offensive politique et idéologique. Visiblement, la solidarité entre forces néolibérales avait primé sur les enjeux de lutte contre la droite extrême. Dès début 2000, différentes initiatives comme une déclaration commune de partis de la gauche transformatrice européens ou un appel d'initiative franco-autrichienne rassemblant des centaines d'intellectuels européens avaient au contraire appelé à réagir ensemble en Europe contre la banalisation des droites extrêmes et populistes et prôné un travail de fond tant sur le terrain du social, du politique, des valeurs que dans les institutions. Il s'agit là, affirme ce texte, d'un devoir d'action et de solidarité en faveur d'une Europe démocratique, ouverte au monde et fraternelle pour faire du continent un espace de solidarité, de justice sociale, de culture, de coopération.

Les transformations que génère le capitalisme contemporain se réalisent partout simultanément avec la construction de l'Europe de Maastricht : privatisations et restructurations boursières, dégradation des conditions de travail et intensification des pressions diversifiées sur les différents milieux salariaux (exclusion, déclassement, flexibilisation, précarisation, répression, intensification de l'exploitation, démontage d'acquis sociaux...). Les divisions accrues qui en résultent entre différentes catégories salariales se reflètent parfaitement dans les controverses autour de la fiscalité, de l'actionnariat salarié, de la protection sociale et génèrent visiblement des disponibilités en direction de droites extrêmes et populistes. Le cadrage des politiques économiques et sociales est aujourd'hui assuré au niveau européen par le pacte de stabilité porté de façon consensuelle par les gouvernements et la Commission de l'Union Européenne et son extension à l'Est ne pourra que produire des résultats politiques similaires.

On fait aujourd'hui le constat que la volonté néolibérale à outrance débouche sur des réponses autoritaires.

Dans quelle nasse risquons-nous de nous enfermer tandis que le capitalisme se constitue en empire, que la marchandisation de toutes nos activités devient une marchandisation de l'être humain lui-même, une désymbolisation par la dictature de l'argent ? Ce nouvel empire, structuré sur la loi de la bourse, intègre de nouveau la violence comme mode de contrôle social, sinon de régulation, globalise en étouffant, en discriminant, en réprimant, théorise sur l'affrontement des civilisations entre le Nord et le sud. En conséquence des peuples, des jeunesses qui souffrent, la précarité pour avenir, des minima sociaux à minima, la politique disqualifiée, des institutions à bout de souffle, injustes et inadaptées au besoin de notre temps, des sociétés excluantes, discriminantes, fermées, ou la peur, le rejet de l'autre deviennent la règle.

La transformation du mode d'accumulation du capital (shareholder capitalism) produit des divisions inédites des classes dominées ; les politiques néolibérales mais aussi social-libérales dites de 'troisième voie' procèdent à la destruction profonde des concepts de solidarité nés dans les luttes de la défaite du nazisme. On ne mesure sans doute pas assez à quel point le démontage des modèles sociaux et politiques, de 'l'Etat de providence', des systèmes de mutualisation des risques, de solidarité entre générations et catégories sociales, d'une fiscalité agissant en faveur d'une certaine redistribution des richesses, d'un service public favorisant le lien social et l'égalité etc. est traumatisant et ne peut que générer désolidarisations, égoïsmes, angoisses, replis. Insécurité généralisée rongant les sociétés. La loi du plus fort. La débrouille individuelle. Le déplacement de l'angle de vue des enrichissements socialement, éthiquement injustifiables voire illégaux vers la (petite) délinquance présente au sein de 'l'underclass'. Certaines régions relativement aisées - comme le Nord de l'Italie, les villes les plus riches Hambourg et Rotterdam, ou encore l'Autriche au chômage peu élevé - sont aujourd'hui tentées de s'imaginer protégées en devenant des 'forteresses' dans un monde de concurrence et d'insécurité. Aux illusions des uns s'additionne le désespoir des autres.

Programme et pratique politique des forces de droite extrême cherchent à s'appuyer sur ce sentiment d'impuissance, de désespoir, d'absence de solution dans le système actuel, à correspondre à ces malaises traversant les sociétés. Ils cherchent à faire croire que les victimes du néolibéralisme pourraient être défendues par leur action alors que sur le fond, leurs programmes vont dans le sens de la poursuite des logiques du capitalisme, de la dictature des marchés. Continuation de l'affaiblissement de la fonction politique de l'Etat face aux marchés,

mais renforcement et redéfinition de ses missions en matière de politiques sécuritaires, de maintien de l'ordre, de restriction des libertés, de participation au nouvel ordre guerrier du monde, ainsi se profilent les nouvelles lignes conductrices. Dans tous les cas ils jouent sur la peur en promettant qu'avec eux " la peur changera de camp "

Prédominance des marchés et sociétés régulées par des Etats autoritaires. Dans un contexte d'angoisses sociales, de désolidarisations, d'effacement de clivages entre la droite et la gauche, de doutes profonds quant à la capacité ou volonté des partis traditionnels de répondre aux besoins des populations, apparaissent des leaders charismatiques présentés comme porteurs d'une nouvelle efficacité politique. Toutes ces forces se présentent comme des mouvements 'antisystème', développent des argumentations autour de la 'souveraineté nationale', de l'identité nationale, de la perspective d'une société 'allégée' d'un certain nombre de 'parasites' évidemment pauvres qui priveraient 'ceux qui travaillent durement' d'une partie du fruit de leur travail, d'une 'préférence nationale' et surfent sur le discours sécuritaire. De la destruction d'une certaine sécurité sociale semble aujourd'hui résulter la tendance vers un Etat autoritaire.

Il serait grave de continuer de représenter les votes de droite extrême comme des objets de dévouement alors qu'il s'agit d'enjeux de pouvoir, posés pour l'instant dans le cadre des institutions traditionnelles mais mettant en cause, sur le fond, la démocratie (L'ouvrage paru sous la direction de Jean Louis Levet, 'Front national, le parti de l'anti-France' le démontre ; voir l'Humanité du 7.6.2002). Ainsi l'exemple de deux années de participation du FPÖ au gouvernement autrichien, dirigé par la droite classique auquel les trois sages dépêchés par l'UE avaient attesté la 'non dangerosité', montre que l'Etat de droit est systématiquement miné par les actions du FPÖ au niveau national, régional, local. Des partis tels que le FN ne s'inscrivent pas dans la démocratie, dans la République : c'est pour eux le contexte actuellement donné dans lequel ils cherchent à conquérir le pouvoir non pour l'exercer mais pour le transformer afin d'établir de nouvelles logiques de domination. Leur programme est terriblement clair et explicite. Là où ils en ont leur pouvoir, ils le mettent en œuvre, systématiquement, la plupart du temps sans grands coups d'éclat mais avec persévérance.

Il faut arrêter de banaliser l'apparente banalité. La pratique du gouvernement autrichien durant ces deux dernières années fait découvrir que c'est avant tout une sorte de zone grise qui ayant saisi légalement le gouvernement autrichien, qui représente le plus grand défi pour la démocratie. Le FPÖ n'est pas un parti ouvertement violent, ou fasciste à l'image des années 30, même si ces traditions ont encore leur place en son sein. Ce n'est pas un parti 'arriéré' : sous une présentation moderniste, séduisante, il dénonce 'l'establishment'. Bien dosé, agréablement enveloppé, l'idéologie autoritaire doit insensiblement infiltrer les consciences. Tout en prétendant de ne pas combattre la démocratie et le parlementarisme, mais au contraire de mener la lutte pour leur 'libération' d'abus de pouvoirs, contre 'ceux qui en tirent des privilèges', contre 'leur pourrissement', le FPÖ a un rapport tendu à l'Etat de droit - nombre de ses actes tendant à le miner - conclut un colloque organisé récemment à Vienne par la faculté juridique, la chambre des notaires, l'association des avocats.

Son discours 'anti-système' vise à détruire la distinction gauche/droite favorisant ainsi la perte de notions et de repères de gauche parmi des populations déstabilisées par les mutations, voir bouleversements du système et en situation de détachement des partis de gauche. Nombre d'enquêtes dans différents pays européens montrent une corrélation entre extrémisme de droite et le niveau d'angoisse sociale. Humiliations, exclusions, le fait de se voir exclu de la 'modernisation' (néolibérale) des sociétés, perte de repères sociétaux et sociaux favorisent populisme, racisme, production de 'faux ennemis'. L'abandon du principe de la solidarité comme principe d'organisation des sociétés produit des oppositions, mais aussi un boulevard pour des rassemblements en fonction de critères corporatistes, nationalistes, éθνicistes. La difficulté dans la confrontation avec une force comme le FPÖ réside sans doute dans sa double fonction : Haider est à la fois moteur de l'ultralibéralisme, acteur de transformations produisant des souffrances et force d'accueil des victimes instrumentalisant leurs angoisses voir leur appel à la politique, leur besoin d'une 'force d'ordre'.

Confrontée à une force politique d'un type nouveau, une riposte ressemblant à l'antifascisme des années 30 ne saurait avoir de pertinence et conduire à des mobilisations significatives. Jusqu'à présent, les exigences de contre-offensive n'ont pas trouvé de véritable réponse. Seule une offensive multidimensionnelle pourrait faire reculer ces phénomènes dans leur globalité ce qui nécessite un grand courage politique, une véritable confrontation tout azimut avec programmes, idéologie et pratiques des droites extrêmes. Le refus catégorique de tout ce qui est racisme, xénophobie, haine, rejet de l'autre est indispensable. En même temps, un grand travail est à fournir, publiquement, pour rétablir les vérités et responsabilités quant aux inégalités, insécurités, déstabilisations fragilisant les individus et sociétés. Rappelons que face aux menaces fascistes des années 1934/35 en France, la lutte des antifascistes était fondée sur un triptyque : pain - paix - liberté. Liées à un nouvel effort politique, citoyen pour développer une critique de gauche du capitalisme contemporain dans toutes ses dimensions économiques, sociales, politiques, idéologiques, pourraient se reconstruire des prises de conscience, des luttes sociales, politiques, idéologiques, des volontés transformatrices progressistes. Les divisions actuelles des classes subalternes ne sauraient être dépassées que par une issue par le haut, par l'élaboration d'un projet et d'une action

politiques fondant de nouvelles solidarités, une justice de portée universelle qui ne laisseraient pas de place au droites extrêmes et populistes.

Il ne peut y avoir de réponse aux problèmes posés sans repenser le fond, la forme de la politique. Il faut répondre aux urgences sociales, il y a des choses assez simples à réaliser telles que l'augmentation réelle des minima sociaux, la hausse du SMIC, la loi interdisant les licenciements boursiers, les droits des salariés, la régularisation de tous les sans papiers, le droit de vote des étrangers à toutes les élections, la démocratisation de la vie publique, le refus du cumul des mandats, la démocratie participative, la renégociation des accords de Maastricht et de Barcelone, le refus des privatisations, le développement du service public.... De plus démontrons que nous inscrivons cette politique dans un projet de société, dans l'appel à la créativité, à la diversité, dans une perspective de projets de dépassement du capitalisme.

19-6-2002

Elisabeth Gauthier, membre de la direction d'Espaces Marx, membre du Conseil national du PCF
(elgauthi@internatif.org)

Serge Guichard, membre de la présidence du PCF (claudie.guichard@wanadoo.fr)

Quelle: https://www.wissentransfer.info/nc/neue_beitraege_terminiert/detail/artikel/le-front-national-le-capitalisme-la-droite-la-gauche/